

Suppressions d'emplois administratifs + fusions des académies = risques de reculs pour toutes et tous : Fédération Syndicale Unitaire

16 juillet 2018 : le ministre Jean-Michel Blanquer annonce qu'il a arbitré un plan de fusions des académies pour aboutir à un découpage calqué sur celui des régions en passant de 26 à 13 académies.

17 septembre 2018 : le ministre Jean-Michel Blanquer annonce qu'à la rentrée 2019, ce seront « au moins » 400 postes de personnels administratifs qu'il entend supprimer.

Bien que le ministre n'ait pas dévoilé au-delà de l'objectif qu'il lui fixe, la réalité concrète du projet de réorganisation des services déconcentrés de l'éducation nationale, une chose est sûre c'est qu'il ne s'agit pas d'améliorer les conditions de travail des personnels, de soutenir le sens même de leurs missions et de leurs métiers. C'est même tout l'inverse ! Il est désormais clair que c'est bien une approche technocratique des fonctions administrative et supports du système éducatif, cohérente avec l'austérité budgétaire et les logiques managériales dont l'objet est de subordonner toujours davantage les personnels pour qu'ils se soumettent à des objectifs intenables. Les moyens sont déjà insuffisants, et les projets de réorganisation, avec les surcroûts de travail qu'ils impliquent, représentent un vrai danger pour la bonne administration et la qualité de vie au travail.

La fusion des académies, comme les suppressions de postes administratifs et techniques, sont des choix dangereux.

La FSU, et son syndicat des personnels administratifs le SNASUB-FSU, est à l'avant-garde pour pointer ces dangers. Avec constance et détermination, trop souvent malheureusement seule à mener bataille pour que des emplois administratifs et techniques soient créés à la hauteur des besoins, contre toutes les suppressions de postes, la FSU cherche partout à réunir les conditions pour que les personnels soient informés et puissent se mobiliser pour défendre leur expertise professionnelle.

La FSU est l'organisation syndicale qui n'a eu de cesse depuis des mois de pousser le gouvernement à tomber le masque sur la réalité de son orientation quant à l'administration de l'éducation nationale en soulignant que, pour elle, les fusions d'académies ce serait « non ! ».

La FSU est la seule à proposer aux personnels des perspectives d'action, de mobilisation, partout, pour que toutes et tous, chacun et chacune, puisse défendre son droit à travailler là où il vit, à faire correctement son métier dans de bonnes conditions, à avoir le temps d'organiser son travail et à faire reconnaître son engagement professionnel.

C'est en ce sens qu'elle défend une requalification massive des emplois, de la catégorie C vers la B et de B vers A, et la promotion concomitante des personnels. Mais pour que ceci soit possible, cela nécessite de créer des postes, pour ouvrir toutes les possibilités de recrutement et de promotion possible.

Pour la FSU, pour améliorer le fonctionnement du service public, pour que la gestion des personnels et de leurs carrières, pour que les établissements fonctionnent mieux : il faut créer des postes dans tous les

métiers et conforter l'administration de l'éducation nationale.

C'est pour cette raison que la FSU, avec le souci d'une défense cohérente des personnels, de leurs statuts et de leurs droits, défend le rôle et les prérogatives des commissions administratives paritaires et des comités hygiène, sécurité et conditions de travail pour que leurs représentants syndicaux puissent intervenir pour défendre leurs droits à la carrière, à la promotion, à la mutation choisie... Bref, pour que les personnels puissent maîtriser leurs déroulements de carrières.